

Etats Généraux de la fédération CAIPS

24^{ème} édition

Se projeter et établir des priorités concertées autour de l'évolution du secteur de l'insertion est fondamental. À la veille des élections 2024, CAIPS a formulé des revendications à partir d'observations de terrain. Nous les communiquerons en vue de susciter le dialogue et d'inspirer les politiques publiques de demain.

Nous sommes convaincus que le futur du secteur ne dépend pas que du résultat d'un plaidoyer. Il semble tout aussi impératif de se doter ensemble d'un plan stratégique. Le monde se transforme sous l'effet de transitions multiples : économiques, démographiques, numériques... CAIPS se veut aux avant-postes pour mieux ajuster les orientations pédagogiques et l'offre de services futures des dispositifs d'insertion.

« Le futur a été créé pour être changé. » Paulo Coelho



Inscription gratuite/obligatoire

Le bulletin d'inscription est disponible sur demande aux coordonnées ci-dessus ou via ce QR code :



Concertation des Ateliers
d'Insertion Professionnelle et Sociale

24^{èmes} États Généraux

*L'insertion dans tous ses
« États »*

Stratégie 2030



Vendredi
20 octobre 2023
De 9h à 15h



CAF
La Neuville, 1
4500 Tihange

Programme

La matinée est réservée aux affiliés

9h00 Accueil

9h30 Introduction

- Mot de bienvenue du Président Necati CELIK
- Présentation du thème « Stratégie 2030 »

10h00 Ateliers thématiques

Posons les bases d'un plan stratégique
Avec des invités « ressources »

La suite est ouverte à tous nos partenaires

12h00 Lunch

13h00 Mot du Président Necati CELIK

13h10 Focus sur une actualité

Les « pièges à l'emploi »
Exposé par Philippe DEFEYT (IDD)

13h50 Pause

14h10 Mémoire de CAIPS

Inspirons les politiques de demain
Exposé par la fédération

14h45 Conclusions politiques

15h00 Verre de l'amitié

Le mémorandum *Inspirons les politiques de demain*

Des enjeux au cœur de nos missions

L'émancipation des publics exposés à un risque d'exclusion est à la source des activités d'accompagnement et de formation du secteur de l'insertion. Cette mission ne peut s'accomplir correctement que dans des conditions d'exercice à défendre vigoureusement :

- Un alliance entre secteur public et secteur associatif
- Une couverture locale et complémentaire des services
- L'information et l'orientation du public-cible
- L'individualisation et la fluidité des parcours
- Le respect de la liberté pédagogique

La contribution du secteur à une société plus inclusive se joue aussi en dehors de ses murs. CAIPS soutient des mesures de fond qui préviendraient les inégalités sociales :

- Créer des emplois peu qualifiés de qualité
- Garantir le rôle de protection des allocations
- Revoir la politique d'intégration des publics migrants
- Veiller à l'inclusivité des services publics et essentiels

Ces lignes directrices se traduisent dans le mémorandum de la fédération sous la forme de propositions concrètes transversales et spécifiques par agrément.

Des ateliers thématiques *Posons les bases d'un plan stratégique*

La société est en mutation constante. Certaines transformations s'installent lentement, comme la dualisation du marché du travail. D'autres nous paraissent à l'aube de déclencher une bifurcation abrupte et difficile à anticiper. Pensons aux intelligences artificielles. Ces constats interrogent l'avenir des activités de l'insertion sociale et professionnelle. Les actualités, aussi, nous interpellent. L'emploi ne protège pas systématiquement de la pauvreté. Les publics se démobilisent. Le nombre de personnes en incapacité de longue durée surpasse les chiffres du chômage... Quel rôle le secteur tiendra-t-il dans les années futures ? Définir une vision stratégique dans le respect de nos missions et de nos valeurs, en préciser les actions et les moyens, sont des priorités dans un paysage changeant. Chacun des ateliers reprendra un enjeu sectoriel sur lequel débattre en vue de se positionner.

Focus sur une actualité *Les « pièges à l'emploi »*

Les débats politiques s'animent autour de l'idée selon laquelle restreindre les allocations de chômage stimulerait une transition vers l'emploi. Or, les études menées par des organismes indépendants ou même par le FOREM et l'ONEM, ne vont pas du tout dans ce sens. Nous proposons de nous pencher sur le sujet de l'activation des chômeurs en renversant la question pour l'envisager sous l'angle des pièges à l'emploi. Finalement, dans quelles conditions le travail améliore-t-il la qualité de vie et protège-t-il de la pauvreté ? Quand l'emploi, particulièrement peu qualifié, est-il réellement attractif ?